
S É N A T

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1973-1974

Service des Commissions.

BULLETIN DES COMMISSIONS

AFFAIRES ECONOMIQUES ET PLAN

Mercredi 5 juin 1974. — *Présidence de M. Jean Bertaud, président.* — La commission a, tout d'abord, désigné comme **rapporteurs** :

— **M. Lalloy**, du projet de loi n° 155 (1973-1974) autorisant l'agence financière de bassin Loire-Bretagne à réaliser un barrage sur les communes de Commelle-Vernay et de Villerest ;

— **M. Chauty**, du projet de loi n° 159 (1973-1974) relatif à la constatation et à la répression des infractions en matière de transports publics et privés ;

— **M. Chatelain** de la proposition de loi n° 46 (1973-1974) de M. Tinant relative à certains personnels de la navigation aérienne dont M. Josy-Auguste Moinet, devenu membre de la commission des finances, avait précédemment la charge.

Puis le président a présenté une longue communication sur les problèmes posés par le contrôle de l'application des lois ; il a rappelé que c'était la troisième fois qu'il faisait le bilan des textes concernant la commission et pour lesquels, grâce à l'action du Bureau du Sénat et à des interventions auprès des ministres compétents, un précieux remède avait pu être apporté au retard habituel de publication des textes réglementaires.

Il s'est félicité qu'en ce qui concerne la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, dite « loi Royer », la plupart des décrets soient parus et il a appelé l'attention de ses collègues sur le fait qu'au cours d'une réunion ultérieure la commission sera appelée à présenter les candidats aux postes des **quatre représentants des élus locaux de la commission nationale d'urbanisme** prévue par l'article 33 de cette loi.

Depuis décembre 1973, les lois sur les structures forestières, l'enseignement vétérinaire, la codification de certains textes législatifs, les experts automobiles, les entreprises européennes productrices d'électricité nucléaire et le commerce de détail ont vu paraître leurs textes d'application.

Par contre, ceux-ci sont attendus, en tout ou partie, pour les lois :

— n° 68-1245 du 31 décembre 1968 modifiant certaines dispositions du code rural (à ce sujet, la loi du 31 décembre 1970 a apporté d'intéressantes précisions sur le bail rural à long terme) ;

— n° 71-580 du 16 juillet 1971 relative aux H. L. M. : huit textes ont été publiés mais, au regard d'une réponse faite par le Gouvernement à une question écrite de M. Laucournet, il semble que certains soient encore à paraître lorsqu'on établit la comparaison entre la réponse à la question écrite et la loi elle-même ;

— n° 71-581 du 16 juillet 1971 relative à diverses dispositions en matière d'urbanisme : les décrets relatifs à l'article 21 de la loi ne sont toujours pas parus ;

— n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux : là encore, aucun progrès n'a été réalisé (art. 3, 4 et 5) ;

— n° 72-516 du 27 juin 1972 concernant les coopératives agricoles : deux décrets et un arrêté parus mais les articles 18, 19 et 22 attendent toujours leur application ;

— n° 72-565 du 5 juillet 1972 relative aux experts agricoles ;

— n° 72-620 du 5 juillet 1972 relative aux ressources biologiques de la mer au large de la Guyane ;

— n° 72-628 du 5 juillet 1972 relative aux vins d'Alsace ; dans une réponse à une question écrite de M. Zwickert, le Gouvernement signale que les décrets ne semblent plus utiles ;

— n° 72-1137 du 22 décembre 1972 relative à la vente à domicile ;

— n° 72-1139 du 22 décembre 1972 relative aux produits antiparasitaires.

La non-parution des textes d'application des lois promulguées à la fin de l'année 1973 est déjà plus compréhensible. Sont dans ce cas :

— la loi n° 73-626 du 10 juillet 1973 modifiant le code de l'urbanisme ;

— la loi n° 73-1230 du 31 décembre 1973 relative au droit de pêche dans les étangs méditerranéens ;

— la loi n° 73-1233 du 31 décembre 1973 relative aux scories Thomas.

Il convient cependant de noter que la loi n° 73-640 du 11 juillet 1973 concernant les transports en commun a déjà reçu un décret d'application pour son article 7 (mais non pour son article premier).

Répondant à des **questions** posées par **MM. Filippi, Alliès et Javelly** — insistant pour que les ministres soient alertés sur les délais souvent trop longs existant entre la promulgation des lois et la parution de leurs décrets d'application — le président, s'appuyant sur une récente réponse écrite du Premier ministre, a précisé qu'au cours de la IV^e législature, le Gouvernement avait publié 668 décrets sur les 875 prévus par le législateur. Depuis le début de la V^e législature, 164 décrets ont été publiés. Cet effort apparaîtra d'autant plus notable si l'on veut bien tenir compte de la complexité de l'œuvre réglementaire qui exige que soient recueillis les avis techniques et juridiques indispensables, que soient consultées les instances professionnelles et les catégories intéressées, ce qui implique des délais importants mais nécessaires pour donner à l'application de la loi toute l'efficacité que mérite la qualité de l'œuvre législative accomplie par le Parlement.

Le président a signalé, ensuite, que **M. Pintat**, président du groupe de l'énergie, avait été invité à participer à la **IX^e conférence mondiale de l'énergie**, qui doit se tenir à **Detroit** (Etats-Unis) du 20 au 27 septembre 1974, et que — dans un esprit de coopération dont il y a lieu de le féliciter — il avait souhaité être accompagné à cette conférence, particulièrement importante à l'heure actuelle, par une délégation de trois de ses collègues de la commission. Ont présenté alors leur candidature **MM. Chatelain, Collomb, Filippi, Kieffer, Laucournet et Malassagne**. Après un vote à bulletins secrets, la commission a désigné pour cette mission :

Titulaires : **MM. Pintat, Laucournet, Collomb et Filippi** ;

Suppléants : **MM. Malassagne, Kieffer et Chatelain**.

Avant de lever la séance, le président a rappelé qu'étaient en instance devant la commission :

- le projet de loi (n° 131) (1973-1974) relatif au crédit maritime mutuel (M. Joseph Yvon, rapporteur) ;
- le projet de loi (n° 141, 1973-1974) sur les calamités agricoles dans les D. O. M. (M. Duval, rapporteur) ;
- le projet de loi (n° 143, 1973-1974) relatif à l'isolation thermique et au chauffage des locaux (M. Pintat, rapporteur).

Egalement, une série de propositions de lois :

- sur le contrôle technique des automobiles (M. Touzet, rapporteur) ;
- sur les servitudes de survol (M. Kieffer, rapporteur) ;
- sur les personnels de la navigation aérienne (M. Chate-lain, rapporteur) ;
- sur l'électricité à la Réunion (M. Isautier, rapporteur) ;
- sur la construction de dépôts d'hydrocarbures (M. Chauty, rapporteur) ;
- sur les locataires-gérants de stations-service (M. Croze, rap-porteur).

Il a aussi signalé que, le 19 avril et le 3 mai, il avait écrit à M. Messmer, alors Premier ministre, pour lui demander la communication du document établi par le commissariat général du Plan permettant au Gouvernement d'adopter un programme d'action à moyen terme et qu'il conviendrait d'entendre prochainement le ministre chargé du Plan ; M. Brégégère a alors demandé que soit également entendu — notamment sur la politique agricole commune — le ministre de l'agriculture.

AFFAIRES SOCIALES

Jeudi 6 juin 1974. — *Présidence de M. Marcel Darou, président.* — La commission, après avoir rendu hommage à la mémoire de M. Mathias, récemment décédé, a nommé **M. Souquet, rapporteur** du projet de loi n° 156 (1973-1974) modifiant certaines dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux **rentes attribuées aux ayants droit de la victime d'un accident du travail suivi de mort.**

Elle a également nommé **M. Méric rapporteur pour avis** du projet de loi n° 151 (1973-1974) modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la **formation professionnelle continue**, dont elle a décidé de se saisir pour avis.

M. Cauchon a été désigné comme représentant de la commission pour participer aux délibérations du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Ayant ensuite désigné **M. Lucien Grand** comme rapporteur de la proposition de loi n° 195 (1973-1974) de M. Marcel Darou tendant à fixer au 1^{er} janvier 1974 la date d'application de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux **anciens combattants** et aux **anciens prisonniers de guerre** de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de **retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, la commission a aussitôt entendu le rapport présenté par M. Grand sur ce texte et sur sa propre proposition de loi n° 133 (1973-1974) ayant le même objet.

Après quelques observations ou demandes de précisions, présentées notamment par **MM. Schwint, Jean Gravier et Mathy**, la proposition de loi a été **adoptée à l'unanimité** dans la rédaction prévue par ses auteurs.

LOIS CONSTITUTIONNELLES, LEGISLATION,
SUFFRAGE UNIVERSEL,
REGLEMENT ET ADMINISTRATION GENERALE

Mercredi 5 juin 1974. — *Présidence de M. Jozeau-Marigné, président.* — La commission a procédé à la nomination des **rapporteurs** suivants :

— **M. Dailly**, pour le projet de loi (n° 147, 1973-1974) modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales** ;

— **M. Mignot**, pour le projet de loi (n° 157, 1973-1974) relatif à la protection des **occupants de locaux à usage d'habitation** ;

— **M. Genton**, pour le projet de loi (n° 158, 1973-1974) relatif à la garantie du risque de **responsabilité civile** en matière de circulation de certains **véhicules terrestres à moteur** ;

— **M. de Bourgoing**, pour le projet de loi (n° 160, 1973-1974) portant création d'un **conservatoire de l'espace littoral** ;

— **M. Mignot**, pour la proposition de loi (n° 34, 1973-1974) de M. Joseph Raybaud, tendant à modifier l'article 144 du **code de l'administration communale** ;

— **M. Geoffroy**, pour la proposition de loi (n° 142, 1973-1974) de M. Henri Caillavet, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation, relatif à l'application des dispositions concernant les **droits successoraux** ;

— **M. Marcilhacy**, pour la proposition de loi (n° 144, 1973-1974) de M. Henri Caillavet, tendant à créer un **directoire et un tribunal de l'informatique** ;

— **M. Sauvage**, pour la proposition de loi (n° 162, 1973-1974) de M. André Diligent, tendant à modifier l'article 56 du code de l'administration communale afin de permettre aux **conseils municipaux** de désigner un nombre accru d'**adjoints réglementaires** ;

— **M. Ciccolini**, pour la **pétition n° 54** de M. Lecharpentier, relative à la réglementation de la sécurité sociale en ce qui concerne les droits des parents divorcés ;

— **M. Nuninger**, pour les **pétitions n° 55 à 126 et 128 à 143** réclamant l'élection directe des membres du Parlement européen ;

— **M. Auburtin**, pour la **pétition n° 127** de Mme Ginestet, relative à un différend avec l'administration qui l'emploie.